



Cher lecteur, Intéressé par un article en particulier ? Cliquez directement dans le sommaire sur l'article et vous serez envoyé automatiquement vers la page dédiée à cet article. Afin de revenir vers le sommaire cliquez sur « Retour au sommaire » mentionné à la fin de chaque article.

SOMMAIRE

GÉOPOLITIQUES	2
1- L'intelligence économique est-elle un outil de soft power ? (Chronik, Charles Thibout)	2
2- Russie : visite symbolique du président Macron ? (IRIS, le point de vue de Jean de Gliniasty).....	3
3- La nouvelle question allemande (Télos, Elie Cohen)	4
4- Comprendre les printemps arabes (Orient XXI, Asef Bayat)	5
DÉFENSE	7
1- Ballons photovoltaïques, exosquelettes, cartographie 3D et c : ces technologies qui intéressent la ministre des armées (OPEX 360, Laurent Lagneau).....	7
2- Le Sénat refuse de faire peser le service universel sur le budget des armées (Sénat, communiqué) .	8
3 - Le SSA nommé au prix de l'audace (Défense.gouv.fr, DCSSA)	8
ÉCONOMIE	9
1- Renault Trucks Defense : le rebond plutôt que le crash ? (La Tribune, Michel Cabirol)	9
2- Le télétravail séduit de plus en plus les Français (économie matin, Numa Laborde).....	10
3- Chaises musicales : d'où viendra la prochaine crise ? (Le nouvel économiste)	11

GÉOPOLITIQUES

1- L'intelligence économique est-elle un outil de soft power ? (Chronik, Charles Thibout)

Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft (GAFAM) sont aujourd'hui à la pointe de la recherche en intelligence artificielle. Leur capacité d'influence dans le monde n'a d'égales que leur fortune et la flagornerie des États pour les attirer sur leur territoire. Mais ces grandes firmes demeurent largement des produits de l'administration américaine. Doit-on voir dans leur action internationale en matière d'IA la seule main de l'Oncle Sam pour étendre sa puissance ? Les géants technologiques que l'on rassemble sous l'acronyme de GAFAM ont su tisser un vaste réseau mondial d'interdépendances, les plaçant en position d'acteurs quasi-monopolistiques. Les biens et services qu'ils mettent à la disposition du plus grand nombre, et ce, a priori de manière gratuite (moteur de recherche, réseau social... le prix à payer étant l'ouverture de nos données), soumettent in fine la majeure partie de la planète à leurs seuls caprices et intérêts. Mais ne nous méprenons pas : les GAFAM ne sont pas de simples acteurs économiques. Si l'on peut faire remonter leur naissance à l'esprit créatif de quelques personnalités bien inspirées, leur développement n'eût pas été si fulgurant sans le soutien financier et juridique de l'État américain, qui a nourri leur développement en leur offrant des contrats particulièrement juteux. Deux exemples : celui littéralement offert à Google, en 2010, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, pour fournir ses technologies de « visualisation géospatiale » à l'agence sœur de la NSA, la National Geospatial-Intelligence Agency (NGA) ; celui de la CIA, 600 millions de dollars, remporté par Amazon en 2014 pour fournir des services cloud aux agences de renseignement américaines. Mais, plus encore, depuis qu'ils se sont lancés dans une course effrénée à l'intelligence artificielle, les GAFAM sont devenus des atouts de poids de la politique étrangère américaine, et plus particulièrement du soft power.

« ORGANISER TOUTE L'INFORMATION DU MONDE »

Considérer les GAFAM comme un instrument du soft power américain implique un retour aux sources même du concept. C'est dans *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power* (1990) que Joseph S. Nye fait apparaître la notion de soft power pour la première fois. Opposée au hard power, elle définit une forme de puissance reposant sur la capacité de l'État à « dresser l'ordre du jour politique d'une manière qui modèlera les préférences exprimées par les autres », à « structurer une situation de telle sorte que les autres pays fassent des choix ou définissent des intérêts qui s'accordent avec les siens propres », et se fondant sur des « ressources intangibles telles que la culture, l'idéologie, les institutions » ou encore sur « l'attrait culturel et idéologique. » Si l'on retient cette acception, les firmes technologiques américaines, Google au premier chef, constituent en effet, à bien des égards, un instrument de soft power au service des États-Unis. Dès 2007, la philosophe et philologue Barbara Cassin, dans un livre qui a fait date, *Google-moi, la deuxième mission de l'Amérique*, rapprochait judicieusement la mission que s'attribue Google de celle, historique, des États-Unis, soit l'ordonnement du monde. Un mot d'ordre de l'entreprise de Mountain View, basée en Californie, éclaire cette aspiration messianique sous un jour original : « Notre ambition est

d'organiser toute l'information du monde. » La particularité des GAFAM réside seulement dans le vecteur de leur mission : les technologies de l'information et de la communication.

L'IA : L'AVANT-GARDE TECHNIQUE DE LA PUISSANCE AMÉRICAINE

Au sein du soft power américain, l'intelligence artificielle a ceci de particulier qu'elle renferme un réel pouvoir de fascination, que les firmes technologiques mettent évidemment au service de leurs intérêts : l'engouement, somme toute récent, de l'IA en France a poussé ainsi l'exécutif à accueillir ces grandes entreprises à bras ouverts. Deepmind (filiale de Google), Samsung, Fujitsu, Facebook, ou encore IBM ont accéléré leur implantation dans l'hexagone à mesure que se dessinait la « stratégie » française en IA. Le 29 mars dernier, jour de la remise officielle du rapport Villani, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, se disait « honoré » de rencontrer et de discuter avec le patron de Deepmind, présent pour l'occasion, Emmanuel Macron se félicitant quant à lui de l'arrivée de ces grandes entreprises sur le sol français. Par-delà les retombées en termes d'investissements et d'emplois que promettent ces arrivées, et qu'il faudra scruter avec attention, l'IA étend le domaine d'influence des entreprises technologiques à des questions autrement plus politiques. Restons sur le cas français : l'utilisation de logiciels par la DGSI fournis par Palantir, une startup liée à la CIA, posent avec acuité la question de l'indépendance de la France vis-à-vis de ces entreprises et, par suite, de l'administration fédérale américaine. Quel est le contenu de ces outils informatiques ? Quel traitement ces entreprises font-elles des données que génèrent les utilisateurs de leurs logiciels ? Rien dans la réglementation actuelle ne garantit que notre autonomie et notre souveraineté sont garanties.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://chronik.fr/lintelligence-artificielle-outil-de-soft-power.html>

[Retour au sommaire](#)

2- Russie : visite symbolique du président Macron ? (IRIS, le point de vue de Jean de Gliniasty)

Emmanuel Macron effectue un déplacement en Russie ces 24 et 25 mai afin de rencontrer son homologue Vladimir Poutine. Au programme de cette rencontre, les dossiers syrien, ukrainien et l'accord nucléaire iranien, avant de se rendre au Forum économique de Saint-Pétersbourg. Malgré les divergences sur plusieurs sujets qui opposent ces deux nations, elles semblent faire face à une coopération inévitable, tant sur le domaine économique que géopolitique. Le point de vue de Jean de Gliniasty, directeur de recherche à l'IRIS et ancien ambassadeur de France en Russie.

Dans quel contexte géopolitique et stratégique cette visite se tient-elle ?

La visite d'Emmanuel Macron s'effectue dans un contexte international particulièrement agité, qui est en phase de recomposition. De nombreux événements permettent d'illustrer cette phase inédite au sein de la géopolitique mondiale : l'accord signé entre la Chine et les États-Unis qui prélude à un début de règlement de leur « guerre économique », les sanctions américaines contre les entreprises européennes qui continueraient de commercer avec l'Iran, sanctions contre lesquelles le Conseil européen, en fin de semaine dernière à Sofia, n'a pas pu trouver une solution viable. Dans le même temps, la situation en Syrie est toujours dans

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 61

l'impasse sur le plan diplomatique, pendant que Bachar al-Assad s'impose progressivement face à l'opposition. Tandis qu'en Ukraine, le climat se tend de nouveau dans la région de la Crimée. Ces différents éléments illustrent un cadre diplomatique incertain, marqué par une remise en cause de tous les acquis multinationaux et multilatéraux construits depuis 1945. Une redistribution des cartes s'opère dès lors à l'initiative des États-Unis, marquée par une réduction du système multilatéral, phénomène appuyé à la lecture de ces prémisses. Cette période trouble est propice à des initiatives diplomatiques, notamment de la part de la France, seule note positive de ce contexte particulier. C'est dans cette période que le président Macron a décidé de maintenir sa visite au Forum économique de Saint-Petersbourg malgré les tensions issues de l'affaire Skripal (ancien espion russe empoisonné au Royaume-Uni) et du conflit syrien, afin d'entretenir le dialogue avec Moscou.

Alors que l'Élysée assure que le dialogue avec la Russie « a été maintenu », que doit-on attendre de cette rencontre ?

Le contexte évoqué précédemment n'a pas encore donné lieu à des changements majeurs, malgré la résurgence des initiatives bilatérales, spécialement de la part des États-Unis. Du côté des Européens, le Conseil européen de Sofia n'a pas clairement déterminé le positionnement de l'Union européenne face aux initiatives américaines et russes, hormis la réactivation du processus d'une « loi de blocage » datant de 1996, qui vise à neutraliser les effets extraterritoriaux des sanctions américaines pour les entreprises européennes. Du côté russe, 80% des membres présents dans l'ancien gouvernement ont été renouvelés après la réélection de Vladimir Poutine ; Dmitri Medvedev a été à nouveau nommé au poste de directeur de « Russie unie ». Ainsi, le président russe semble garder toutes les cartes en main pour son 4^e mandat, même s'il se peut que des changements au sein du gouvernement s'opèrent si la situation internationale ou intérieure tendait à se modifier. Compte tenu des relations entre Paris et Moscou, les deux parties semblent être dans une période d'attente, entre tensions et volonté de dialogue, illustrée par un manque de positionnement affiché pour chacun d'entre eux. Ainsi, la visite d'Emmanuel Macron s'inscrit dans un contexte particulier, qui ne semble pas être propice à des décisions et percées majeures sur le plan diplomatique.

La visite d'Emmanuel Macron s'inscrit dans le cadre du Forum économique de Saint-Petersbourg. Comment se porte l'économie russe, avec quelles perspectives ?

La récente remontée du baril du pétrole au seuil de 80 dollars est une aubaine pour la Russie. En effet, le budget russe triennal a été calculé sur un baril à 40 dollars. Ce nouveau prix donne dès lors une marge de manœuvre considérable au pouvoir économique russe.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.iris-france.org/113050-russie-visite-symbolique-du-president-macron/>

[Retour au sommaire](#)

3- La nouvelle question allemande (Télos, Elie Cohen)

La réponse est bien sûr oui, mais finalement non. Quelle était la question ? Un Fonds monétaire européen ? Bonne idée mais qui nécessiterait un changement de Traité. Un ministre, un budget et un Parlement zone euro ? Mais pourquoi faire au juste, et pourquoi sortir du cadre de l'Union à 27 ? Réformer l'union économique et monétaire pour la doter d'une capacité à prévenir les crises, à déployer une action contracyclique voire aider un pays volontaire à mener des réformes structurelles ? Vieilleseries keynésiennes qui ne feraient que

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 61

différer l'adaptation nécessaire des pays en difficulté. Parachever l'union bancaire en créant enfin la garantie des dépôts ? Inenvisageable tant que le bon argent allemand risque de combler les pertes creusées par les cigales du Sud. Intervenir en Syrie aux côtés des USA et du Royaume-Uni ? Une distraction de la « grande nation » en mal de puissance. Profiter du Brexit pour lancer des listes plurinationales au Parlement européen ? Encore non car cela mécontente la CDU leader de fait du PPE. Depuis un an il n'y avait rien de plus urgent que d'attendre les élections allemandes, puis la formation d'une coalition, puis l'adoption d'un programme, puis les premiers arbitrages de la Chancellerie. Les Européens ont ainsi enregistré avec effroi la percée de l'AFD, repris espoir avec l'échec de la coalition Jamaïque, vibré avec les sociaux-démocrates allemands qui entendaient faire d'une ambition européenne renouvelée et du moteur franco-allemand l'axe de la nouvelle coalition pour finir par constater que Wolfgang Schäuble continuait à régner même sous les traits avenants d'un ministre des Finances social-démocrate. Et pourtant que n'avait-on entendu sur l'urgence de la réforme de l'UEM après une décennie perdue, sur la nécessité de rendre l'Union à nouveau désirable aux peuples après la crise des migrants, sur l'opportunité de compléter l'union bancaire par temps calme, sur l'impératif moral de sanctionner les démocraties ilibérales de l'Est. A tous ces défis, une solution : un partenariat franco-allemand renouvelé avec côté français un Emmanuel Macron fermement engagé au service de la cause européenne et prêt à investir son crédit politique dans les réformes domestiques réclamées avec constance par Angela Merkel ; et côté allemand, une chancellerie décidée à inscrire son dernier mandat dans l'histoire européenne. Et de fait Emmanuel Macron, seul dans la classe politique française, s'est révélé totalement engagé dans l'œuvre du renouveau européen, idéologiquement, politiquement et techniquement fournissant à jet continu des idées, des propositions, des engagements dans ses trois grands discours d'Athènes, de la Sorbonne et du Parlement européen. Avec le discours du Pnyx, l'ambition européenne était de retour. Avec celui de la Sorbonne, Emmanuel Macron livrait le discours de la méthode et la feuille de route pour la relance européenne. Avec celui du Parlement européen il entendait hisser le débat au niveau de l'histoire et des enjeux fondamentaux de la démocratie.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/la-nouvelle-question-allemande.html>

[Retour au sommaire](#)

4- Comprendre les printemps arabes (Orient XXI, Asef Bayat)

« REVOLUTION WITHOUT REVOLUTIONARIES » D'ASEF BAYAT

Que s'est-il vraiment passé ? Comment en est-on arrivé là ? Sept ans après leur déclenchement, que reste-t-il des révolutions arabes ? Autant de questions que pose le sociologue Asef Bayat et auxquelles il apporte des réponses originales dans un ouvrage parfois décousu, mais assurément l'un des plus stimulants qui aient été écrits sur le sujet. Chercheur reconnu, l'auteur a vécu deux moments révolutionnaires dans la région, à Téhéran avec la chute du chah en 1978-1979 et au Caire en 2011-2012, ce qui fait de lui un témoin privilégié, qualifié pour dresser un tableau comparatif de ces deux expériences. En 1979, en Iran, l'idée de « révolution » disposait d'un fort écho dans de larges segments de la population, modernes ou traditionalistes. Elle était implantée aussi bien chez les marxistes que dans l'islam politique, portée par la figure emblématique d'Ali Shariati, un penseur islamo-marxiste. La chute du chah a coïncidé avec l'effondrement de l'appareil étatique et le

développement d'un mouvement social fait d'occupations de terres, de logements, d'usines. Les idéaux républicains, mélange d'affirmation de la souveraineté populaire et d'aspiration à la justice sociale embrasaient les esprits. Le monde vivait alors le temps des révolutions, notamment dans ce qu'on appelait alors le tiers-monde, du Yémen à la Palestine, de l'Amérique latine aux colonies portugaises. Une époque marquée par la victoire du peuple vietnamien sur les États-Unis et par l'effondrement des derniers débris des empires coloniaux. Toutes ces luttes nourrissaient l'imaginaire intellectuel des révolutionnaires iraniens, qu'ils soient marxistes ou religieux. L'hostilité aux puissances occidentales, en premier lieu les États-Unis, était générale et l'hégémonie des idées socialistes s'affirmait dans de nombreux domaines. Même des mouvements comme les Frères musulmans, bien moins radicaux que leurs homologues iraniens, prônaient « le socialisme islamique ». Transformations politiques et transformations économiques et sociales étaient profondément liées.

UNE ÉPOQUE POST-IDÉOLOGIQUE

Trente ans plus tard, le monde a changé de base, l'horizon révolutionnaire s'est dissipé dans les brumes, nous vivons une époque post-idéologique. « *Les voix actuelles*, remarque Bayat, *qu'elles soient séculaires ou islamistes, acceptent l'économie de marché, les relations de propriété et la rationalité néolibérale.* » Ce tournant a dépolitisé les oppositions à travers le monde. Elles se sont concentrées sur la défense des droits humains, des droits individuels, ceux des femmes et des minorités, sans toujours comprendre que la conquête de ces droits était profondément liée aux questions sociales et de classe. Et, si les révolutions arabes se sont diffusées à une vitesse stupéfiante, du Maroc à la Syrie, mettant à bas quatre dictateurs en six mois, elles n'ont jamais marqué, ni même revendiqué, une rupture radicale avec l'ordre économique et social ancien. Faut-il attribuer les échecs qui se sont multipliés depuis lors à la « contre-révolution » ? Explication bien courte, constate l'auteur, car les mouvements révolutionnaires engendrent, toujours et partout, la contre-révolution. « *La question posée*, remarque-t-il justement, *est plutôt de savoir si les révolutions ont été suffisamment révolutionnaires pour contre-balancer les périls de la restauration* ». Dans le cas du monde arabe, la réponse est non. Mais alors, peut-on parler de révolutions, alors que les principaux acteurs des changements ne disposaient ni d'un projet ni d'une idéologie révolutionnaire ? Oui, et c'est ce qui explique le titre du livre, « Révolution sans révolutionnaires », car le processus a échappé en partie à ses promoteurs, avec l'irruption de « ceux d'en bas » qui depuis des dizaines d'années ont mis en place des stratégies de résistance et de lutte. Ici Bayat poursuit sa réflexion, entamée dans *Life as Politics*¹, sur les villes à l'heure du néolibéralisme. L'urbanisation massive et les transformations provoquées par l'érosion du rôle de l'État, les licenciements dans le secteur public, ont stimulé le travail occasionnel et informel et abouti à une situation dans laquelle « *une partie significative de la population urbaine, les subalternes, est contrainte d'agir, de subsister, ou simplement de vivre dans l'espace public, dans la rue, dans une "économie de plein air"*. » Cet espace du dehors, la rue en d'autres termes, devient alors « *un atout indispensable pour la subsistance économique et la vie sociale et culturelle d'une grande partie de la population urbaine* », y compris pour les jeunes étudiants et diplômés. Il devient un lieu permanent d'affrontements plus ou moins feutrés, plus ou moins violents. D'autant que les villes ont créé de nouveaux besoins que l'État est de moins en moins capable de satisfaire, et ont fait naître de nouvelles revendications (notamment pour les services). L'État est perçu comme l'instance qui doit fournir ces services (à la campagne peu de gens comptent vraiment sur lui), dont on a besoin, mais qui ne remplit plus ce rôle et se borne à « surveiller et punir ».

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/comprendre-les-printemps-arabes,2459>

[Retour au sommaire](#)

DÉFENSE

1- Ballons photovoltaïques, exosquelettes, cartographie 3D et c : ces technologies qui intéressent la ministre des armées (OPEX 360, Laurent Lagneau)

Ce 25 mai, la ministre des Armées, Florence Parly, doit visiter le salon Viva Technology qui, organisé au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, se veut un rendez-vous mondial de l'innovation et des start-up. Et les stands qu'elle va visiter donnent une idée des technologies pouvant intéresser la défense. Ainsi, la première start-up à recevoir la visite de Mme Parly sera Electric Visionary Aircrafts (EVA), qui, implantée à Toulouse, développe le X01, un aéronef autonome propulsé par 24 moteurs électriques et pouvant transporter 2 passagers (ou une charge utile de 250 kg). Le prix de cet engin, tel qu'il est affiché sur le site Internet de l'entreprise, est de 250.000 euros. D'un point de vue militaire, il pourrait être utile pour les opérations spéciales et les missions logistiques. Ensuite, après un passage au stand de la DGSE et à celui du Lab Sanofi, où l'entreprise française Exact Cure présente une solution d'intelligence artificielle pour la « médecine personnalisée » (une technologie qui permet de suivre en temps réel l'action d'un médicament sur le jumeau « numérique » d'un patient), Mme Parly se fera présenter un « gyropode intelligent » qui, selon l'entreprise Girolyft, est une « solution innovante pour les personnes à mobilité réduite ». Autre innovation qui semble intéresser la ministre des Armées : la réalité augmentée pour guider la main humaine. Ce concept, développé par l'entreprise Holomake, consiste à « augmenter » la main humaine « en la guidant grâce aux données numériques de la façon la plus précise et la plus ergonomique. » Parmi les applications possibles, la jeune pousse cite notamment la « formation au montage et démontage de mécanismes, le contrôle qualité » ou encore la médecine rééducative, la muséographie ou encore les loisirs créatifs. Toujours dans le domaine de « l'homme augmenté », les exosquelettes robotiques modulaires, de l'entreprise ukrainienne UniExo, sont au programme de la visite de Mme Parly. Une autre start-up spécialisée dans le même domaine, qui plus est française [Ergosante Technologie, ndlr] est également présente à Viva Technology. Que ce type de technologie, qui permet, en quelque sorte, « décupler » les forces d'un soldat, puisse intéresser le monde de la défense n'est pas une surprise : l'armée américaine planche dessus depuis des années, tout comme d'ailleurs la Direction générale de l'armement [DGA] qui a financé les recherches sur l'exosquelette Hercule, de la PME française RB3D.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.opex360.com/2018/05/25/ballons-photovoltaïques-exosquelettes-cartographie-3d-etc-technologies-interessent-ministre-armees/>

Retour au sommaire

2- Le Sénat refuse de faire peser le service universel sur le budget des armées (Sénat, communiqué)

Alors que l'examen au Sénat du projet de loi de programmation militaire 2019-2025 s'achève, Christian Cambon (Les Républicains - Val-de-Marne), président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, et rapporteur du projet de loi, s'est félicité des nombreux apports du Sénat sur ce texte. « *Les amendements du Sénat ont sauvé les ressources des armées, en refusant en particulier d'y inclure le financement du futur service universel. C'est pour moi un feu vert à l'adoption du texte* », déclare Christian Cambon. « *Bien évidemment, c'est surtout pour son exécution que le Sénat sera extrêmement vigilant* ». La commission a approuvé la remontée en puissance des moyens des armées, tout en dénonçant avec lucidité les fragilités, les lacunes et les paris de cette programmation dont la hausse est surtout après 2022. Le vote au Sénat du projet de loi de programmation militaire est prévu le mardi 29 mai après-midi. Une commission mixte paritaire entre députés et sénateurs sera ensuite réunie, ouvrant la voie à l'adoption définitive du texte.

[Retour au sommaire](#)

3 - Le SSA nommé au prix de l'audace (Défense.gouv.fr, DCSSA)

Le 28 mai prochain à l'École du Val-de-Grâce, aura lieu la 13^e édition du prix de l'Audace, organisée par la fondation Maréchal Leclerc de Hautecloque et la Mission pour le développement de l'innovation participative (MIP) avec l'aide de la Direction générale de l'armement (DGA). Cet événement se déroulera en présence de Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées, chargée de remettre les prix aux sept innovateurs choisis et du directeur central adjoint du service de santé des armées, le médecin général inspecteur Rouanet de Berchoux. Ce prix récompense des hommes et des femmes qui imaginent et développent de nouveaux équipements et services améliorant les capacités opérationnelles des forces et le fonctionnement au quotidien de notre institution. Le service de santé des armées participe activement à cet événement au travers de deux innovations qui ont été nominées pour le prix. Le premier projet nommé « ORACLE » conçu le médecin en chef Jean-Michel est basé sur la prise en charge d'un blessé lors d'un accident de décompression en plongée. Oracle, qui peut être déployée au plus près de la zone de plongée, se compose d'un système d'oxygénation médical innovant et d'une enceinte hyperbare souple. Cette innovation, actuellement en cours d'expérimentation, a été mise en place par le médecin en chef Jean-Michel de la force d'action navale (FAN) qui appartient à la cellule de plongée humaine d'intervention (CEPHISMER) de Toulon. La seconde innovation, également en phase d'expérimentation, orchestrée par le médecin en chef Nicolas de l'hôpital instruction des armées de Percy, concerne un nouveau concept de garrot pré-positionnable, pouvant être appliqué et actionné de façon aisée et rapide y compris par le blessé lui-même. Ce système s'avère efficace pour comprimer les axes vasculaires et arrêter les flux sanguins. Enfin, dans le cadre de l'exposition, l'institut de recherche biomédicale des armées (IRBA) présentera l'innovation APTICE. Créée par le médecin en chef Marion et par la capitaine Charlotte, la finalité d'APTICE est de coupler un vélo fixe à un dispositif de simulation, par l'intermédiaire des lunettes ou des casques audio vidéo. Cet outil permet de simuler une « sortie vélo en pleine nature » au profit des sous-marinières. APTICE sera embarqué en sous-marin prochainement. Pour répondre à sa mission de soutien médical des forces armées, le SSA s'implique au quotidien dans des projets innovants pour apporter les meilleurs soins aux

militaires. Il développe également son expertise proposée au grand public dans les hôpitaux d'instruction des armées.

ÉCONOMIE

1- Renault Trucks Defense : le rebond plutôt que le crash ? (La Tribune, Michel Cabirol)

Nouveau nom, nouveau départ ? Après une année horribilis en 2017, Renault Trucks Defense (RTD), qui va désormais s'appeler Arquus comme l'a révélé Les Echos, va-t-il avoir les ressorts pour rebondir après la perte du contrat du futur véhicule blindé multi-rôles léger (VBMR-L), qui doit succéder au VAB dans l'armée de Terre française ? Un échec qui s'explique par le coût trop élevé de sa proposition, voire la mise en vente de RTD par Volvo. *"On n' a pas voulu mettre en danger économique l'entreprise"*, explique-t-on au sein du groupe. En tout cas, la perte de ce contrat a fait clairement perdre de l'attractivité à RTD. Le belge CMI, qui était sur les rangs pour racheter Renault Trucks Defense, ne serait plus aussi sûr aujourd'hui de casser sa tirelire pour reprendre RTD si d'aventure Volvo le remettait en vente. Au sein de l'armée de Terre, l'inquiétude est d'ailleurs bien présente. *"Les voyants sont à l'orange, l'entreprise est toujours malade"*, explique une source connaissant bien RTD à La Tribune. Il est vrai que la gestion calamiteuse des livraisons des poids-lourds pour les forces spéciales (PLFS), qui devaient être remis en février 2017, ainsi que les problèmes de finition de certains programmes comme le PVP (petit véhicule protégé) ont refroidi les Terriens. *"RTD donne des gages qu'il s'est transformé mais il faut qu'il recrute les bonnes personnes"*, poursuit-elle. En 2018, RTD a prévu de recruter 150 personnes pour développer ses compétences sur le long terme.

Un coup dur dans les années 2020

En dépit de la perte du programme VBMR-L, qui était considéré comme stratégique pour le fabricant du VAB, son PDG Emmanuel Levacher reste quant à lui confiant dans l'avenir de son groupe. Ainsi, RTD prévoit une croissance de son chiffre d'affaires, qui devrait passer de l'ordre de 550 millions d'euros en 2017 à plus de 700 millions à l'horizon de 2020 (entre 650 et 700 millions en 2019), selon nos informations. A l'évidence, la future loi de programmation militaire (LPM) de 2019-2025 et l'export vont compenser la perte de ce contrat... même si la croissance sera moindre sans cette commande. *"C'est la vie des entreprises, avait expliqué début mars le patron de RTD à l'Assemblée nationale. On a perdu à la loyale. On n'était pas deux dans cet appel d'offres, il y avait cinq candidats. On n'était pas ravi de perdre. On a joué pour gagner"*. RTD ne souffrira donc pas de ce grave échec. En tout cas dans un premier temps. C'est son rival Nexter qui a gagné l'appel d'offres portant sur le développement et la fabrication des véhicules blindés VBMR-L : 978 exemplaires à l'horizon 2030, dont 489 livrés d'ici à 2025, et 1.060 véhicules VLTP P segment haut, dont 200 livrés d'ici à 2025). *"Pour dire les choses sincèrement, pendant deux, trois ans, cela n'a pas trop d'impact sur nous mais sur le moyen-long terme, c'est un manque à gagner en termes d'activité pour l'entreprise"*, avait expliqué début mars le patron de RTD à l'Assemblée nationale. Ce n'est pas faux car la livraison du premier VBMR léger ne devrait intervenir qu'en 2021. Avant cette date, le programme sera effectivement en phase de développement. Au total, Nexter et son partenaire la PME Texelis devront livrer

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 61

489 VBMR-L entre 2021 et 2025 ainsi que 200 VLTP P segment haut. Soit 689 véhicules blindés. Puis, 489 véhicules blindés légers et 860 VLTP P supplémentaires entre 2026 et 2030. C'est donc entre 2021 et 2030 que RTD va perdre plusieurs centaines de millions de chiffre d'affaires et plusieurs dizaines millions d'Ebit. *"Est-ce une catastrophe? c'est trop dramatiser par rapport aux conséquences, a souhaité minimiser en mars Emmanuel Levacher. Évidemment les conséquences à termes ne sont pas négligeables parce que c'est autant de véhicules que l'on ne fabriquera pas. Mais il faut savoir que c'est un programme qui a une phase de développement assez longue".*

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/renault-trucks-defense-le-rebond-plutot-que-le-crash-773322.html>

[Retour au sommaire](#)

2- Le télétravail séduit de plus en plus les Français (économie matin, Numa Laborde)

Le télétravail serait de plus en plus demandé par les salariés. C'est ce qu'explique une étude réalisée par le site Vivastreet. En sondant 1 499 de ses utilisateurs, le site révèle que près de la moitié auraient opté pour le télétravail s'ils en avaient le choix.

Le télétravail de plus en plus populaire

Le télétravail est de plus en plus populaire. Effectivement, pouvoir choisir ses horaires, avoir juste à ouvrir ses mails pour être opérationnel, ne plus avoir le temps de trajet entre le domicile et le lieu de travail, séduit de plus en plus les travailleurs français. Les personnes qui aimeraient pratiquer leur activité professionnelle en télétravail sont de plus en plus nombreuses. En 2017 près de 41% des personnes sondées désiraient avoir la possibilité de télétravailler à temps partiel, voire totalement. Et en 2018, on constate une augmentation de 7%, soit 48% des salariés souhaitent y avoir recours partiellement, voire totalement. Mais quels sont les raisons pour que les Français soient de plus en plus nombreux à demander le télétravail ? 33% des Français interrogés disent qu'ils souhaiteraient pouvoir profiter plus de leur vie de famille. 29% souhaitent un cadre de travail plus agréable et plus apte à leur travail. 26% pour éviter de dépenser de l'énergie avec le trajet (temps, embouteillages, distances) et ainsi utiliser cette énergie perdue, dans du travail par exemple.

Le télétravail facilité par la loi, mais encore quelques réticences de la part des travailleurs et des employeurs

Le télétravail a commencé son entrée dans notre quotidien au début des années 2000 avec l'apparition d'internet. Il est de plus en plus facile de reproduire un environnement professionnel chez soi. La loi française facilite depuis 2012 l'accès au télétravail pour les personnes qui en font la demande. Et le cadre législatif continue à évoluer, comme par exemple la publication en septembre 2017 d'une ordonnance rendant obligatoire la détermination des plages horaires durant lesquelles l'employeur peut habituellement contacter un salarié en télétravail.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.economiematin.fr/news-teletravail-france-adoption-attitudes-tendances>

Retour au sommaire

3- Chaises musicales : d'où viendra la prochaine crise ? (Le nouvel économiste)

Aussi surprenant cela puisse-t-il paraître, l'endettement des entreprises pourrait en être la cause

Les taux d'intérêt sont en hausse, ce qui risque de mettre les marchés financiers sous pression. Les investisseurs et les régulateurs aimeraient bien savoir, tous les deux, d'où viendra la prochaine crise. Quel est le coupable le plus probable ?

Les crises financières ont tendance à impliquer un ou plusieurs de ces trois ingrédients : des emprunts excessifs, des paris concentrés et une inadéquation entre les actifs et les passifs. La crise de 2008 a été très grave parce qu'elle impliquait les trois : gros paris sur les produits structurés liés au marché du logement, bilans des banques à la fois surchargés et dépendants des financements à court terme. La crise asiatique de la fin des années 1990 avait été le résultat d'emprunts trop importants en dollars alors que les revenus des entreprises étaient en monnaie locale. La bulle Internet a eu des conséquences moins graves que l'un ou l'autre de ces problèmes parce que les paris étaient concentrés sur les actions ; la dette n'a pas joué un rôle significatif.

“Les crises financières ont tendance à impliquer un ou plusieurs de ces trois ingrédients : des emprunts excessifs, des paris concentrés et une inadéquation entre les actifs et les passifs”

Il peut sembler surprenant d'affirmer que la prochaine crise trouvera sa genèse dans l'endettement des entreprises. Les bénéfices ont fortement augmenté. Les sociétés de l'indice S&P 500 sont bien parties pour réaliser un gain annuel de 25 % quand tous les résultats du premier trimestre seront publiés. Certaines entreprises, comme Apple, sont inondées de liquidités. Mais beaucoup ne le sont pas. Au cours des dernières décennies, les entreprises ont cherché à rendre leur bilan plus “performant” en s'endettant et en profitant de la déductibilité fiscale des paiements d'intérêts. Les entreprises disposant de trésorerie disponible ont eu tendance à l'utiliser pour racheter des actions, soit sous la pression d'investisseurs activistes, soit parce que cela fait monter le cours de l'action (et donc la valeur des stock-options détenues par les cadres). Parallèlement, une période prolongée de faibles taux d'intérêt fait qu'il est très tentant de s'endetter davantage. L'agence de notation S&P Global affirme qu'en 2017, 37 % des entreprises mondiales étaient très endettées. C'est cinq points de pourcentage de plus qu'en 2007, juste avant la crise financière. Dans le même ordre d'idées, les opérations de capital-investissement sont plus nombreuses que jamais depuis la crise.

“En 2017, 37 % des entreprises mondiales étaient très endettées. C'est cinq points de pourcentage de plus qu'en 2007, juste avant la crise financière”

Un signe que la qualité du crédit s'est détériorée est que, globalement, la notation médiane de l'obligation a baissé régulièrement depuis 1980, de A à BBB-. Le marché est divisé entre obligations de bonne qualité (dettes avec une cote de crédit élevée) et obligations spéculatives, ou “junk”, en dessous de ce niveau. La ligne de démarcation se situe à la

frontière entre BBB- et BB+. Ainsi, l'obligation moyenne est maintenant un cran au-dessus du niveau "junk".

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.lenouveleconomiste.fr/dou-viendra-la-prochaine-crise-63474/>

[Retour au sommaire](#)